

Marchand critique « la pensée magique » de son nouveau rival

Le Journal de Québec · 09 avr. 2025 · 4 · TAÏEB MOALLA

En affirmant qu'il pourrait abandonner le mégaprojet du tramway sans devoir payer de pénalités, Sam Hamad se livre à « la pensée magique », estime Bruno Marchand.



« M. HAMAD VEUT RAMENER LA VILLE LÀ OÙ ELLE ÉTAIT. [...] ÇA TÉMOIGNE QU'ON A DEUX VISIONS DE LA VILLE COMPLÈTEMENT DIFFÉRENTES. IL Y EN A UN QUI REGARDE EN ARRIÈRE, PUIS IL Y EN A UN QUI REGARDE EN AVANT. »
- Bruno Marchand, maire de Québec

C'est ce que le maire de Québec a soutenu, hier matin, dans sa première sortie publique depuis l'officialisation de la candidature à la mairie d'un de ses principaux rivaux.

« Pourquoi il y a un engagement de la ville à payer si elle se désiste ? Parce qu'il y a l'engagement inverse du gouvernement du Québec à payer s'il se désiste. C'est ça le donnant-donnant dans ce contrat-là. C'est que les deux partenaires s'engagent [...] C'est ça un bon contrat », a laissé tomber le maire, en impromptu de presse.

Lundi, l'administration Marchand avait déjà expliqué que la Ville de Québec n'a pas juridiquement le droit de résilier l'entente sur le tramway signée en décembre avec le gouvernement. Elle avait également détaillé la nature des pénalités auxquelles elle s'expose (jusqu'à 371,7 M\$) si jamais elle devait renier ses obligations.

De son côté, M. Hamad a juré dimanche, en officialisant sa candidature à la mairie, qu'il peut abandonner le tramway sans payer « une cenne ».

« RETOUR EN ARRIÈRE »

De façon plus générale, M. Marchand a répété que M. Hamad veut « ramener la ville là où elle était ».

D'après lui, « ça témoigne qu'on a deux visions de la ville complètement différentes. Il y en a un qui regarde en arrière, puis il y en a un qui regarde en avant ».

Évoquant les importants délais pour réaliser un projet de transport, le maire de Québec a laissé entendre qu'il ne comprenait pas la décision de son rival de s'engager à effectuer un seul mandat s'il devait être élu.

Selon lui, « il y a quelque chose qui est paradoxal de dire : “La ville tourne en rond. Mais ce que je vais faire pendant un terme où je vais être là, c'est tout mettre à terre.” C'est mettre à terre le projet de mobilité le plus important en vous disant : “Je vais réussir à mettre un autre projet de mobilité. Je vais réussir à le concevoir, à le penser, à le financer.” Ça ne se peut pas. C'est jamais arrivé dans l'histoire de Québec ».

« UNE COURSE À DEUX »

Le maire de Québec a tenu à rappeler que Sam Hamad était ministre responsable de la Capitale-Nationale lors du lancement du SRB (Service rapide par bus), un projet qui n'a jamais vu le jour. « Rien n'a bougé. Parce que ça prend du temps, parce que c'est long, parce que lui, parfois, il était en désaccord, a-t-il glissé. C'est pas vrai que ça se fait dans un mandat, ces choses-là. »

D'après M. Marchand, « M. Hamad ne peut pas dire “je suis pour l'économie et je suis contre 12 G\$ [d'investissements publics et privés] qui viennent en Ville” » pour réaliser le tramway. Estimant que l'élection du 2 novembre sera « une course à deux » entre lui et M. Hamad, M. Marchand n'a pas voulu commenter la décision de son rival de ne pas avoir de colistier.

« M. HAMAD VEUT RAMENER LA VILLE LÀ OÙ ELLE ÉTAIT. [...] ÇA TÉMOIGNE QU'ON A DEUX VISIONS DE LA VILLE COMPLÈTEMENT DIFFÉRENTES. IL Y EN A UN QUI REGARDE EN ARRIÈRE, PUIS IL Y EN A UN QUI REGARDE EN AVANT. »

– Bruno maire Marchand, de Québec

Hamad veut «*make Québec great again*», se moque Marchand

Par Émilie Pelletier, Le Soleil et Valérie Gaudreau, Le Soleil
8 avril 2025 à 13h05|

Mis à jour le 8 avril 2025 à 16h04

26



Le maire de Québec, Bruno Marchand. (Caroline Grégoire/Archives Le Soleil)

Le maire Bruno Marchand entrevoit une course à deux pour la mairie de Québec avec l'ex-ministre libéral Sam Hamad, qu'il accuse de vouloir «*make Québec great again*».

«C'est le retour en arrière. C'est ça son objectif, de ramener la ville là où elle était dans le passé. C'est quelque chose qui est complètement surréel de vouloir revenir en arrière, de dix, quinze, vingt ans», a blâmé le maire de Québec, mardi, en marge d'une annonce sur le service de vélopartage àVélo.

Bruno Marchand réagissait pour la première fois à la candidature confirmée dimanche de son nouvel adversaire dans la course à la mairie, l'ancien ministre Sam Hamad ayant officiellement annoncé faire le saut pour se tenter de se faire élire à la tête de la ville de Québec.

La tarte aux pommes de Sam Hamad



Hamad: 210 jours avant de mettre fin à «l'inertie» de Québec



À sept mois du prochain scrutin, l'ambiance électorale se fait sentir. Et déjà, malgré que quatre candidats soient en lice pour lui ravir le titre de maire de Québec, Bruno Marchand envisage que la course se fera à deux.

«On a deux visions de la ville complètement différentes: un regarde en arrière et l'autre regarde en avant», a-t-il illustré.

Sam Hamad, se moque-t-il, veut «*make Québec great again*. Pas dans un sens trumpiste, mais dans le sens du retour en arrière, du bon vieux temps.»

«Je suis content qu'il ait l'honnêteté de dire que ce qu'il veut c'est ramener la ville là où elle était. Maintenant, à lui de nous dire l'année, ou la décennie, peut-être le siècle.»

— Bruno Marchand, maire de Québec

Le maire Marchand taxe son opposant, un ancien ténor libéral, de «glorifier le passé», malgré des «impératifs» différents de ceux de l'époque, notamment en économie et en mobilité.

«Pensée magique» sur le tramway

Mobilité, d'ailleurs, qui promet d'être au cœur des débats en vue de la prochaine élection municipale de novembre.

Tandis que Bruno Marchand continue de défendre le projet de tramway, qu'il estime être «sur les rails», Sam Hamad estime plutôt que ce mode structurant n'est «pas le bon projet pour Québec» et promet «des projets de mobilité, adaptés aux besoins des citoyens de la Ville et ses banlieues».



Sam Hamad est opposé au projet de tramway actuel. (Caroline Grégoire/Le Soleil)

L'ancien député de Louis-Hébert affirme même qu'il ne paiera pas «une cenne» en pénalités s'il abandonne le projet déjà en branle.

Or, l'entente officialisée en décembre entre le gouvernement du Québec et la Ville de Québec prévoit que cette dernière, «en tant que partenaire et bénéficiaire du projet, ne peut pas résilier».

Si la Ville décidait de mettre un terme à ses engagements, elle sera «réputée avoir abandonné le projet» et sera tenue au remboursement de 50 % de tous les travaux réalisés d'ici à la phase de réalisation prévue en 2027, explique l'administration municipale.

Ces pénalités pourraient ainsi atteindre plus de 371,7 millions de dollars à la fin de 2026.

Descendre du train en marche ne se ferait pas sans heurts, insiste le maire.

«[M. Hamad] dit: "je suis contre le tramway et ça n'aura pas de conséquences". Ce n'est pas vrai. Légalement, il ne peut pas [se retirer sans pénalités]», réfute-t-il.

Pas plus qu'il ne peut penser à relancer un nouveau projet à l'intérieur d'un seul mandat de quatre ans, rejette aussi Bruno Marchand.

«Il y a quelque chose de paradoxal de dire que la ville tourne en rond, mais de dire aussi: "ce que je vais faire pendant que je vais être là, c'est mettre à terre le projet de mobilité le plus important, réussir à concevoir un autre projet de mobilité, le penser, le financer et il va être mis en marche"».

«Il y a de la pensée magique, ça n'arrivera pas.»

— Bruno Marchand, maire de Québec

Reprenant [les résultats d'un sondage commandé](#) par son parti politique, Bruno Marchand estime que les deux tiers des gens de Québec ne veulent pas d'une élection référendaire sur le tramway.

«66 % des gens de Québec disent que tous ces retards-là sur les projets de mobilité nuisent à l'économie de Québec. [...] On ne va certainement pas retourner le chèque, pour nos entreprises, à ce moment-ci, ce serait un scandale», tranche-t-il.

Julien ne s'en mêle pas

Le ministre responsable des Infrastructures et de la capitale Jonatan Julien n'a pas commenté mardi la candidature de l'ancien ministre libéral «Je ne vais aucunement entrer dans l'élection municipale, je laisse les gens dire des choses», s'est-il limité à dire dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Chez Québec solidaire, le député de Taschereau Étienne Grandmont ne voit pas comment Sam Hamad peut affirmer qu'il abandonnerait le projet de tramway sans payer «une cenne» de pénalité.

«Je ne sais où M. Hamad prend ses informations et je ne sais pas dans quel monde c'est possible de faire ça», a dit M. Grandmont. «Il dit qu'il veut faire avancer la ville plus vite, mais ça ne tient pas la route. Depuis le début des années 2000 on sait qu'il faut un tramway à Québec. On ne va pas commencer à faire comme beaucoup de politiciens ont fait malheureusement dans les dossiers majeurs d'infrastructures au Québec

et ralentir ou arrêter des projets. C'est la meilleure façon de ne rien faire et c'est ce que Sam Hamad fait.»

La co-porte-parole solidaire Ruba Ghazal estime pour sa part que Sam Hamad devra «défendre son bilan dans le gouvernement de Jean Charest.» «Il arrive quand même avec un passif qu'il va avoir à défendre», a-t-elle commenté.

Le député péquiste de Jean-Talon Pascal Paradis n'en revient pas «qu'on soit encore en train de discuter de ce projet-là», avant d'accuser la CAQ d'avoir utilisé le projet de transport structurant à Québec comme un «hochet électoraliste, plutôt que l'utiliser dans l'intérêt public».

«Nous, on a toujours appuyé le tramway et c'est important qu'il se fasse», a pour sa part commenté le chef du Parti libéral Marc Tanguay. «Mais pour le reste, je ne ferai pas de politique municipale et je vais laisser les électrices et électeurs décider.»

Les incohérences de Sam Hamad

Le Journal de Québec · 09 avr. 2025 · 4 · Chroniqueuse politique karine.gagnon@quebecormedia.com

Dans un passé récent, Québec a subi à outrance des politiciens opportunistes, plus préoccupés par leur élection que par les intérêts de la capitale nationale. En écoutant Sam Hamad, candidat à la mairie, on a l'impression de jouer dans ce même film.



L'ex-ministre dit avoir entendu les citoyens qui sont tannés de tourner en rond, notamment avec les projets de mobilité.

M. Hamad a donc décidé, envers et contre tout expert, que le tramway n'était pas un bon projet. Surtout que ça fait beaucoup trop longtemps que ça traîne, comme il l'a laissé entendre dans une tournée d'entrevues accordées à des radios de Québec lundi.

S'il a bien suivi l'historique, M. Hamad sait cependant très bien qu'il ne peut jeter la pierre uniquement au maire actuel pour ces délais à n'en plus finir.

Car depuis son accession au pouvoir, en 2018, la CAQ a absolument tout fait pour retarder la réalisation du tramway.

C'est tellement vrai que M. Hamad a le loisir de se présenter à l'élection municipale en 2025 et de promettre à son tour de torpiller le projet.

COÛTER PLUS CHER

Chaque fois qu'on retarde un projet, ça coûte plus cher, a fait valoir l'aspirant maire sur les ondes. Ça tombe bien qu'il en parle, car effectivement les coûts ont explosé en raison des délais imposés par le gouvernement, depuis sept ans.

Ils sont passés de 3 à 7,6 milliards, et imaginez s'il fallait repartir à zéro.

Puis, une entente sur le tramway a été signée entre la Ville, le gouvernement du Québec et CDPQI, en décembre dernier.

L'annuler impliquerait une somme de 371 M\$ à verser en pénalités, parce qu'évidemment, le projet progresse malgré les intentions d'un candidat à la mairie.

LE MEILLEUR MODE

Ça fait plus de 40 ans que des études concluent que le tramway est le meilleur mode pour Québec.

La dernière en liste, celle de CDPQI présentée l'an dernier, va exactement dans le même sens.

Dans plusieurs entrevues, lundi, Sam Hamad a vanté le rapport de CDPQI, qu'il a qualifié d'intelligent.

S'il en a vraiment pris connaissance, il devrait reprendre sa lecture.

Car dans son rapport de 140 pages sur les solutions en mobilité pour Québec, la CDPQI affirme que le mode tramway est le plus adapté.

ENCORE LE TROISIÈME LIEN

Autre contradiction notoire, Sam Hamad appuie le projet de troisième lien autoroutier de la CAQ. Un projet auquel plus personne ne croit, mais ça, c'est une autre histoire.

De tous les temps, aucun maire de Québec n'a jamais soutenu ce projet, et cela pour une raison simple : parce qu'il ne réglerait aucun problème de congestion sur la rive nord et pire, ça déplacerait même la congestion dans des secteurs déjà achalandés.

La Caisse n'a d'ailleurs pas recommandé la construction d'un lien autoroutier, mais plutôt d'un lien réservé au transport en commun dans lequel circulerait éventuellement le tramway.

Faire preuve de leadership, c'est être capable de s'élever au-dessus de la mêlée dans l'intérêt public, en proposant des solutions basées sur la science.

À cet égard, M. Hamad échoue sur toute la ligne en ce qui concerne les questions de mobilité.

Il devra prendre ses distances

Le Journal de Quebec · 09 avr. 2025 · 5 · KATHRYNE LAMONTAGNE

S'il était élu maire, Sam Hamad devrait se retirer de toute discussion ou décision concernant le groupe Trudel, estiment deux experts.

« Un politicien a toujours deux grands défis : prendre la meilleure décision objectivement pour la ville et s'assurer que cette décision va être perçue comme étant légitime au sein de la société. Sans ça, il va avoir de la difficulté à faire passer sa décision », illustre Michel Séguin, professeur et expert en éthique de L'UQAM.

IMPARTIALITÉ

S'il devait être élu à la mairie et prendre des décisions qui auraient un impact sur le groupe Trudel, « ça pourrait soulever un doute chez certains individus de son impartialité, de son objectivité décisionnelle », estime le professeur.

« Imaginons qu'offrir une subvention de 5 M\$ à cette organisation est la décision la plus objective pour la ville, que c'est ce qui est le mieux pour les citoyens. Quand il va proposer ça, est-ce qu'on va ressortir le fait qu'il siégeait sur le conseil d'administration ? C'est possible et ça peut faire en sorte qu'il ait de la difficulté à mener à bien les projets qu'il doit mener », illustre-t-il.

SE RÉCUSER

Marie-soleil Tremblay, professeure titulaire de l'école nationale d'administration publique (ENAP) et spécialiste en gouvernance d'entreprise et audit, abonde dans le même sens.

« C'est tout le temps des situations hyper malaisantes, donc la façon la plus simple [pour éviter les malaises], c'est de se récuser », avance-t-elle.

Hamad est un « ami » du géant de l'immobilier Trudel

L'aspirant maire veut ériger une muraille de Chine pour éviter les apparences de conflit d'intérêts

Le Journal de Québec · 09 avr. 2025 · 5 · KATHRYNE LAMONTAGNE – Avec la collaboration de Marie Christine Trottier

L'aspirant maire de Québec Sam Hamad a travaillé étroitement avec l'un des plus gros joueurs immobiliers de Québec au cours des dernières années, a découvert notre Bureau d'enquête. L'ex-ministre libéral reconnaît maintenant qu'il devra ériger une muraille de Chine pour éviter toute apparence de conflit d'intérêts.

DES PROJETS DE TRUDEL INNOVATION À QUÉBEC

Trudel Innovation est le « bras de développement » du groupe Trudel, affirme David Chabot, directeur du bureau du président de l'organisation. Voici quelques-uns de ses projets :

Fleur de Lys
Trudel travaille à changer complètement le site de Fleur de Lys, à Québec. Le projet, estimé à 1,5 G\$, prévoit d'ici 10 ans la construction de 3500 logements, des commerces ainsi qu'un hôtel pouvant aller jusqu'à 200 chambres.

L'îlot Dorchester
À la mi-février, la Ville de Québec a donné son aval au projet de l'îlot Dorchester, dans Saint-Roch, en faisant passer la tour à naître de 20 à 17 étages. Selon le promoteur, le projet comptera 400 unités d'habitation, dont 40 logements abordables et 20 logements sociaux, en plus de 150 chambres d'hôtel et une épicerie à grande surface.

Les Galeries Charlesbourg et la Place des Quatre-Bourgeois
Ces deux projets prévoient la construction de 1500 logements sur chacun des sites. Ils sont conditionnels à un changement de zonage de la part de la Ville de Québec.

Sam Hamad (ci-haut), candidat à la mairie de Québec, a siégé au conseil d'administration d'une des filiales du groupe Trudel, dont le président est William Trudel (ci-contre). PHOTOS DIDIER DEBUSSCHÈRE ET D'ARCHIVES

Hamad est un « ami » du géant de l'immobilier Trudel

« Il faut plus de Trudel à Québec », déclarait Sam Hamad en entrevue au journal Le Soleil, en juin 2023.

Mais ce que le politicien s'était bien gardé de préciser à l'époque, c'est qu'il siégeait au conseil d'administration d'une des filiales du groupe Trudel, un joueur majeur dans l'immobilier de la capitale.

Celui qui vient d'officialiser sa candidature à la mairie de Québec a été en effet l'un des trois administrateurs de Trudel Innovation, entre le 1er janvier 2023 et le 25 février dernier, peut-on lire au registraire des entreprises du Québec.

Il siégeait aux côtés du président William Trudel et du vice-président Simon Métivier.

En entrevue avec notre Bureau d'enquête lundi, l'aspirant maire a confirmé que c'est son « ami » William Trudel qui lui a offert une place sur son conseil d'administration, en échange de rémunération.

« Je l'ai aidé, je l'ai coaché, j'ai été dans son conseil et je suis très fier d'avoir fait ça. L'homme le plus réussi à Québec présentement, c'est lui [...] C'est un modèle », avance Sam Hamad, qui a quitté cette fonction à la fin du mois de février dernier, en vue de se lancer dans la course à la mairie.

Le groupe Trudel confirme que Sam Hamad, une « bonne connaissance » de William Trudel, avait été recruté pour son « expertise et ses bons conseils » afin de contribuer au développement des projets de Trudel Innovation (voir encadré).

Il n'avait, alors, aucune visée politique, avance David Chabot, directeur du bureau du président pour Trudel.

UNE MURAILLE DE CHINE

Sam Hamad reconnaît qu'il pourrait y avoir apparence de conflit d'intérêts avec le groupe Trudel. C'est la Ville qui donne le feu vert aux projets immobiliers, octroie les permis de construction ou autorise les changements de zonage, notamment.

Le politicien entend donc ériger une « muraille de Chine » entre lui et l'entreprise, s'il est élu maire.

Deux experts estiment d'ailleurs qu'il s'agit de la meilleure chose à faire pour éviter toute apparence de conflit d'intérêts (voir autre texte).

IL DÉMISSIONNERA DE SES POSTES

Sam Hamad prévoit aussi démissionner prochainement de son poste de vice-président principal pour la firme de gestion et surveillance de bâtiment globatech, là où il a été embauché lorsqu'il a quitté la vie politique, en 2017.

Il quittera aussi la présidence des conseils d'administration de deux filières de globatech, soient CT Tech et logic-contrôle, a-t-il fait savoir.

«Il fait souffrir les citoyens qu’il devrait représenter»

Par Valérie Gaudreau, Le Soleil

9 avril 2025 à 02h00



Le 23 mars, le maire de San Antonio, Ron Nirenberg a participé à une manifestation contre la volonté de Donald Trump et Elon Musk de privatiser le service postal américain. (Valérie Gaudreau/Archives, Le Soleil)

La grogne contre Donald Trump monte à San Antonio. La ville du Texas, qui a récemment signé un pacte d’amitié avec Québec, est au cœur de la tourmente après les tarifs «dévastateurs» imposés par le président.

«Le problème avec les tarifs, c’est que personne ne gagne», lance en entrevue au *Soleil* le maire de San Antonio, Ron Nirenberg, nouvel ami du maire de Québec, Bruno Marchand.

Comme de plus en plus de citoyens, d’entrepreneurs et d’élus aux États-Unis, il n’hésite pas à dénoncer Donald Trump haut et fort.

«C'est vraiment frustrant, parce que normalement, le travail d'un président est de s'occuper de ses citoyens. Et là, par malice ou incompetence — ou les deux — il fait souffrir les citoyens qu'il représente», poursuit-il.

Cet entretien a été mené lundi, deux semaines après une mission à San Antonio de Bruno Marchand accompagné par une délégation d'entreprises de Québec.

San Antonio, amie et plus si affinités



Cette mission avait montré le soutien de plusieurs élus locaux envers le traitement réservé au Canada par Donald Trump.

Sur place, Bruno Marchand avait reçu divers témoignages d'appuis.

Le 21 mars, lors d'un dîner en l'honneur de la signature d'un «pacte d'amitié» entre San Antonio et Québec, le juge du comté de Bexar, Peter Sakai, avait levé son verre de tequila à la santé de «la nation souveraine du Canada». Cette région comprend 26 villes du Texas.



Le maire de Québec Bruno Marchand et le maire de San Antonio Ron Nirenberg le 21 mars. L'élue texan avait alors témoigné de son soutien à Québec et au Canada. (Valérie Gaudreau/Archives, Le Soleil)

La semaine suivante, Ron Nirenberg se rendait à Washington avec plus d'une vingtaine d'autres maires regroupés sous la Conférence des maires des États-Unis (United States Conference of Mayors) pour plaider la cause du Canada et du Mexique.

Et rappeler l'importance des liens économiques pour les entreprises.

«En tant que maires, nous devons raconter les histoires de nos communautés locales touchées. Des employés, des entreprises dévastées par l'impact sur les marchés», dit-il à propos des tarifs imposés sur l'acier, l'industrie automobile et certains produits canadiens, mais aussi partout sur la planète.

Le pouvoir des maires est limité. Mais ils multiplient les représentations. La clé, estime Ron Nirenberg, est de faire pression sur les élus fédéraux.

«Nous devons demander à nos représentants au Congrès et au Sénat d'arrêter d'appuyer un président qui insiste sur l'isolationnisme.»

San Antonio la plus touchée

Il faut dire que la communauté de Ron Nirenberg est particulièrement touchée.

Une [récente étude](#) de la Chambre de commerce du Canada plaçait d'ailleurs San Antonio au sommet des villes les plus affectées par les tarifs douaniers, avec Détroit et Kansas City.

«Nous avons d'énormes secteurs comme l'automobile, l'aérospatial et l'agriculture. San Antonio est un partenaire international dans de nombreuses industries», dit-il.

De nouveaux tarifs sur le bois d'oeuvre feraient aussi très mal, selon Ron Nirenberg.

Le maire indépendant, visiblement très investi dans sa nouvelle collaboration avec Québec quittera son poste en mai après avoir atteint le maximum de quatre mandats de deux ans.

Mais déjà, le contexte actuel lui donne envie de continuer alors que plusieurs l'envoient du côté des Démocrates, avait-il déclaré au cours de la mission à San Antonio. «Je n'en ai pas fini avec la politique.»